

## INTRODUCTION



**Nathalie Gamiochipi,**  
**Secrétaire Générale de la Fédération Santé et Action Sociale**

### « extraits »

[...]

Depuis plusieurs mois maintenant, le « Collectif Luttes » de la Fédération s'est attaché à mieux recenser toutes les luttes qui sont menées par les syndicats à l'échelle du territoire national tout entier. L'objectif fixé, était de mieux connaître les conditions dans lesquelles elles se mènent ; cela concerne la forme des actions, leur caractère unitaire ou non, les contenus revendicatifs posés, l'état de la mobilisation et évidemment l'issue des négociations qui s'en est suivie.

Cette démarche de recensement est un point d'appui pour mieux appréhender collectivement comment nous pouvons construire, aider à créer les convergences nécessaires entre toutes nos organisations.

Depuis toutes ces semaines, ce travail nous a permis d'avoir une meilleure lisibilité de ces actions et donc de mieux préciser la stratégie revendicative de la Fédération.

[...]

En premier lieu, nous pouvons observer [...] que toutes les luttes qui se mènent s'inscrivent dans notre campagne pour la reconquête de notre protection sociale, contre le coût du capital, contre les discriminations de toute sorte et notamment syndicale, pour les salaires, l'organisation du travail, le temps de travail, l'emploi, les services publics, autant de sujet développés dans le cadre des actions menées dans les établissements.

Pas une semaine ne se passe sans que nous ne soyons informé-e-s d'une lutte en cours ou réalisée. Celles-ci, engagée avec une forte mobilisation des personnels conduisent aussi au succès revendicatifs des salarié-e-s.

Chacune d'elle s'appuient sur un contenu revendicatif développé à partir des exigences des salarié-e-s face à des remises en cause de leurs droits et garanties collectives, devant des situations qui percutent le contenu même du travail ou encore dans le cadre des négociations salariales.

Ces actions, qui pourraient paraître isolées si l'on s'attachait uniquement à leur localisation, sont bien inscrites dans une démarche de résistance et de conquête à partir de l'expression des besoins des salarié-e-s et la construction avec eux du rapport de force. Nous le savons, l'action par procuration ne nous permet pas d'être efficace.

[...]

.../...

Ce questionnement nous interpelle, nous avons tous chevillé au corps cette volonté de rassembler, de mobiliser, d'unir, de développer nos actions le plus collectivement possible.

### **"Tous ensemble", pour nous, militantes et militants de la CGT ce n'est pas qu'un slogan.**

Cependant, et bien que cette volonté nous anime, nous savons, pour le constater encore aujourd'hui, que cette volonté ne suffit pas.

Les solidarités entre les salarié-e-s ne peuvent se construire sans solidarité dans la CGT. Cette solidarité, axe majeur de notre activité, ne doit-elle pas nous conduire à nous tourner davantage vers les nombreux déserts syndicaux ?

[...]

La Fédération, soucieuse de développer des axes de travail commun dans toute la CGT sur le sujet essentiel que représente la protection sociale, s'est rapprochée de la Fédération des Organismes Sociaux.

Le financement de la sécurité sociale dont dépendent nos établissements ne pourra se gagner uniquement par les salarié-e-s de la santé et de l'action sociale et ceux des organismes sociaux.

Ainsi, dans une volonté de construction commune à tou-te-s les salarié-e-s, nous avons interpellé les organisations du Comité Confédéral National.

Cette construction revendicative pour la reconquête de notre protection sociale et son financement relève dorénavant d'un engagement confédéral.

[...]

Nous avons vu au cours des précédents mouvements, et notamment lors de la dernière attaque contre les retraites de Sarkozy, que malgré des millions de manifestants, nous n'avons pu faire reculer le gouvernement.

[...]

La question de l'efficacité de notre stratégie ne dépend pas uniquement de notre capacité à faire descendre les salarié-e-s dans la rue. Elle relève de notre capacité à décider avec les salarié-e-s des formes d'actions les plus appropriées pour gagner durablement dans chaque établissement et entreprise.

[...]

La construction du rapport de force passe donc par un travail dans toute la CGT, toute la Fédération, dans nos syndicats, pour convaincre du caractère exceptionnel de la situation et de notre capacité à convaincre qu'ensemble, nous pouvons imposer d'autres choix.

Ainsi, il est important de valoriser les initiatives qui se construisent et se mènent.

Lorsque celles-ci dépassent le cadre des luttes locales, nous avons aussi une responsabilité : celle de mettre en œuvre ce que nous décidons collectivement dans la CGT d'abord, avec d'autres organisations ensuite.

Parce que nous savons d'expérience que seule la CGT est en capacité de créer les conditions d'une action de masse, seule la CGT reste et demeure engagée dans une démarche de rassemblement des salarié-e-s, en dépassant les seuls slogans appelant à l'unité.

Cette démarche syndicale unitaire nous ne l'imaginons pas un seul instant comme une finalité mais comme un moyen de l'unité des salarié-e-s.

[...]

Décliner cette démarche de rassemblement passe donc par des prises d'actes avec les syndiqué-e-s et les salarié-e-s. Ces actes qui consistent à écouter, prendre en compte l'avis des salarié-e-s, leur proposer notre analyse, notre démarche, et les associer véritablement. Créer la convergence des luttes passe donc inévitablement par une réelle prise en compte collective, dépassant le spectre des seuls adhérent-e-s, des seuls militant-e-s de la CGT.

[...]

Rassembler, unir les salarié-e-s, construire avec eux leur contenu et démarche revendicative permet la création des mobilisations et le rapport de force.

Cette démarche, plus difficile, plus longue, nécessite un véritable débat, parfois contradictoire avec les salarié-e-s. Elle est seule garante de succès ; succès dans les luttes, dans notre renforcement, dans nos résultats électoraux.

De nombreux exemples étayent cette orientation propre à toute la CGT, car inscrite dans ses valeurs.

### **La CGT est l'organisation de tou-te-s les salarié-e-s sans exclusive des femmes et des hommes, de l'ouvrier au directeur, de l'étudiant-e au retraité-e, des salarié-e-s aux privé-e-s d'emploi. Cela suppose donc de s'appuyer sur les spécificités de chacun-e pour en faire une véritable force.**

[...]

De cette appréciation, de vos expériences respectives, de nos échanges, dans le respect de nos différences, dans le respect de nos avis, dans le respect entre nous, dans la CGT, nous gagnerons, ensemble, une véritable démarche de convergence.

Etre acteur de cette démarche parce que construite ensemble dans la CGT, est le seul moyen de développer notre rapport aux salarié-e-s.

La développer dans les syndicats, USD et régions, construire et développer nos relations et plans de travail, pro et interpro est un gage de réussite.

Notre indépendance est le garant de notre efficacité. Notre capacité à décider, avec les salarié-e-s ce qui est bon pour eux parce qu'ils l'ont choisi est gage de succès et de développement.

De cette capacité, naîtra alors la possibilité d'imposer d'autres choix pour une société plus juste, plus solidaire, aux services des femmes et des hommes qui la composent.



## PARTICIPATION A LA JOURNÉE INITIATIVE LUTTES

<b>139</b> participants	<b>74</b> Femmes	<b>65</b> hommes	<b>47</b> syndicats	<b>30</b> USD	<b>11</b> Coordinations Régionales
----------------------------	---------------------	---------------------	------------------------	------------------	---------------------------------------

Région	Département	Secteur	Ville	Etablissement	Profession	Responsabilité syndicale
ALSACE	67 Bas Rhin	PUBLIC	STRASBOURG	CHU	Agent Hospitalier	Secrétaire adjointe
					AEQ	Secrétaire générale
					Aide soignante HQ	Secrétaire adjointe
AQUITAINE	24 Dordogne	PUBLIC	MUSSIDAN	EHPAD	Conseillère Eco sociale	Secrétaire
		PRIVE	ORPEA	TERRASSON	Aide soignante	DS - DP - CE
	33 Gironde		ST GERVAIS	USD	IDE	Mbre USD
		PRIVE	VERTHEUIL	FONDATION ROUX	Aide soignante	Secrétaire Adjointe synd EHPAD Trésorière Adjointe USD 33
BOURGOGNE	21 Côte d'Or	PUBLIC	AUXONNE	CH	Assistante médico administrative	Secrétaire - CHSCT - CTE
BRETAGNE	22 Cotes d'Armor	PRIVE	ST BRIEUC	IME du VALAIS	Educateur TS	DS - Secrétaire adjoint USD 22
	35 Ille et Vilaine	PUBLIC	RENNES	CHGR	Aide soignante	CE - CE USD - CNP - CRPB
					Infirmier	Secrétaire adjoint - CE USD
					Infirmier	Secrétaire adjoint - CE USD - CE UL
					Infirmier	Secrétaire adjoint - CE USD - CE UL
	35 Ille et Vilaine	PUBLIC	SAINT MALO	CH	Aide soignante	Secrétaire
					Cadre de santé	SG
					Aide soignant	Trésorière
					Technicien	Secrétaire adjoint - Secrétaire CTE
	CENTRE	45 Loiret	PUBLIC	AMILLY	CH AGGLO MONTARCEOIS	ISP
IDE				CE USD - CE CHAM		
PUBLIC			FLEURY LES AUBRAIS	CHD GEORGES DAUMEZON	IDE	Membre Bureau Synd
					ISP	Secrétaire adjoint
					ISP	USD 45
CHAMPAGNE ARDENNES	51 Marne	PUBLIC	CHALON EN CHAMPAGNE	CH		Secrétaire - Mbre USD
FRANCHE COMTE	25 Doubs	PUBLIC	NOVILLARS	CH	Cadre de santé	Secrétaire adjoint
					IDE	Secrétaire
LANGUEDOC ROUSSILLON	11 Aude	PRIVE	ST PAPOUL	CEP ANRAS	Educateur	Secrétaire CCE - DS
	30 Gard		ST HIPPOLYTE DU FORT	EHPAD	Aide soignant	Secrétaire
	34 Hérault	PRIVE	USD 34 PIGNAN	Centre Psychotérapique	Infirmière	Coordinateur santé privé
LIMOUSIN	23 Creuse		GUERET	USD	Educateur	Secrétaire

Région	Département	Secteur	Ville	Etablissement	Profession	Responsabilité syndicale
MIDI PYRENEES	09 Ariège	PUBLIC	ST JEAN DE VERGES	CHI	IDE	SG
		PRIVE	SAVERDUN	Institut protestant	IDE	Bureau
	31 Haute Garonne	PUBLIC	TOULOUSE	CHU Toulouse Ranguéil	Aide soignante	Elue CAPL - Membre CHSCT
			SOLIES DU SALAT	Centre rééducation	Aide soignante	Secrétaire
NORD-PAS-DE-CALAIS	59 Nord	PUBLIC	TOURCOING	CH		DP - CHSCT- Elu CAPL CTE
NORMANDIE	14 Calvados	PUBLIC	CAEN	CHU CAEN	ARM	Secrétaire adjoint
	50 Manche		PONTORSON	CH	Aide soignant	Secrétaire adjoint
			ST HILAIRE	CH	Aide soignante	SG
	61 Orne		ALENCON	CHIC		
	76 Seine Maritime		DIEPPE	CH		
			ROUVRAY	CHR		
			ROUEN	CHU	Aide Soignante	Mbre CE - CHSCT
ASH		Secrétaire				
Conducteur SAMU/ SMUR	Mbre CE- CE UL - CHSCT					
PAYS DE LA LOIRE	44 Loire Atlantique	PUBLIC	BLAIN	CHS	Infirmier	SG
				Infirmière	Trésorière adjointe	
	NANTES		CHU Nantes	Aide soignant		
			Aide soignant	SG		
	ST NAZAIRE		CH	Puéricultrice	SG - Secrétaire adjointe USD 44	
	53 Mayenne		LAVAL	CH	Aide soignant	Secrétaire USD
	72 Sarthe		ALLONNES	CHS	Infirmier	Secrétaire adjoint
Assistante sociale		Secrétaire				
PICARDIE	60 Oise	PUBLIC	CLERMONT	CHI	Infirmier	Coordinateur régional
	80 Somme	PUBLIC	AMIENS	CHRU	OPQ	Politique financière
POITOU CHARENTES	17 Charente Maritime	PRIVE	SAUJON	ORPEA		
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	04 Alpes de Haute Provence	PUBLIC	LES MEES	Hopital Local Digne		
		PUBLIC	MANOSQUE	CH Manosque	IDE	
	06 Alpes Maritimes	PRIVE	NICE	Association Montjoye	Educatrice spécialisée	Mbr Bureau - CE USD 06
	13 Bouches du Rhône	PUBLIC	MARSEILLE	APHM		
					Infirmier	Secrétaire
RHONE ALPES	42 Loire	PUBLIC	FEURS	CH du FOREZ	Agent administratif	CE Syndicat - CE USD
	69 Rhône		ROANNE	CH ROANNE	Aide soignante	Secrétaire CHSCT
			BRON	CHS	IDE	CTE
				GHE	Ortophoniste	Mbre CE

Région	Département	Secteur	Ville	Etablissement	Profession	Responsabilité syndicale	
Ile De France	75 Paris	PUBLIC	PARIS	HOTEL DIEU			
				USAP	IDE	Secrétaire	
				Hopital Saint Antoine	IDE	SG	
				Maison blanche		SG	
		P. Devré					
		PRIVE		Fondation Armée du Salut	Documentaliste	CE	
				PUBLIC	USD	Travailleuse sociale	DSC
		AP					
	77 Seine et Marne	PUBLIC	NEMOURS	CH		IDE	SG
						Aide soignant	Membre Bureau Syndical
						Aide soignant	Membre Bureau Syndical
			MONTREAU	CH			
	MARY SUR MARNE	Foyer Borniche	Agent technique	Responsable orga syndical			
	91 Essonne	PUBLIC					Bureau USD
			CHILLY MAZARIN	SESSAD	Educateur spécialisé	DP - Trésorier - DS	
			EPINAY SUR ORGE	EPS PERRAY VAUCLUSE	Adjointe administrative	CE - BUREAU - Trésorière - CHSCT	
		PRIVE	FLEURY MEROGIS	CRP Jean Moulin		CE UFAS	
	92 Hauts-de Seine	PUBLIC	NANTERRE	Cash Nanterre	ASHQ	Secrétaire USD 92	
		PUBLIC	SEVRES	CH 4 Villes St Cloud	OPQ	Secrétaire	
	93 Seine-Saint Denis	PRIVE	MONTREUIL	Interlogement		Conseillère ESH	
						Assistant de service social	RP
						Chef de service	
						Conseillère ESH	Elue DUP et DS
			NEUILLY	Clinique Hartmann			
		PUBLIC	NEUILLY	CHS VILLE EVRARD	Plombier chauffagiste	SG	
			BOBIGNY	CDEF			
	TREMBLAY EN FRANCE		CDEF	Assistant socio éducatif	Membre CHSCT		
	94 Val de Marne	PUBLIC	CRETEIL	Hopital Henri Mondor		Parm	Secrétaire adjointe
						Aide soignante	Secrétaire
						Adjoint administratif	Secrétaire
						SG USD	
			SAINT MAURICE	Hopitaux St Maurice		Educatrice	Elue CE
						Ergothérapeute	Secrétaire
						Infirmière	CE - Elue CTE
			VILLEJUIF	CHS Paul Guiraud		OPQ	Mbre Bureau
						Infirmière	Secrétaire - Mbre CE UL Villejuif
						Assistante sociale	Secrétaire adjointe
		Infirmière					
			Infirmimère Psy	Mbre CE & Bureau - Elue CAPL			
	95 Val d'Oise	PRIVE	PONTOISE	HEVEA		Educateur	DSC
						AMP	DS - DP - CE

## QUELQUES TÉMOIGNAGES DE LUTTES : « extraits »

### Céline RENARD, CH St Nazaire, Loire-Atlantique, Pays de Loire

Les salarié-e-s avec la CGT sont en lutte depuis 2012 contre les plans de retour à l'équilibre successifs et pour la dénonciation du bail emphytéotique (5 millions d'euros cette année et 10 millions d'euros dans 3 ans), avec des dernières annonces qui viennent de tomber portant sur 50 suppressions de poste et la fermeture d'un service. Plusieurs formes d'actions : grève, manifestation...

### Olivier TERRIEN, CHU de Nantes, Loire-Atlantique, Pays de Loire :

De nombreuses luttes se sont développées, notamment contre la recomposition capacitaire dans l'objectif du déménagement du CHU<sup>1</sup> vers l'île de Nantes (projet de reconstruction) avec l'objectif de 354 lits. Ceci met gravement en danger l'offre de soins publique et entraîne la suppression de 800 postes d'ici 2025. Contre le GCS<sup>2</sup> de stérilisation (Public/Privé) et pour la création d'emplois sur le plateau technique, la lutte a permis la création sur le plateau technique de postes d'IBODE<sup>3</sup>, de IADE<sup>4</sup>, d'AS<sup>5</sup>, la création de 5 ETP<sup>6</sup> à la stérilisation et l'abandon du GCS...

### Eliane AGRESTI : AP-HM<sup>7</sup>, Bouches-du-Rhône, PACA :

- 1 CHU : Centre Hospitalier Universitaire
- 2 GCS : Groupement de Coopération Sanitaire
- 3 IBODE : Infirmier de Bloc Opératoire Diplômé d'Etat
- 4 IADE : Infirmier Anesthésiste Diplômé d'Etat
- 5 AS : Aide-Soignant
- 6 ETP : Equivalent Temps Plein
- 7 AP-HM : Assistance Publique Hôpitaux de Marseille

... Dans la situation actuelle, la loi HPST<sup>8</sup>, la future loi santé, c'est la disparition du service public de santé et de la protection sociale dans les 10 ans à venir... Alors, même si c'est dur, il faut continuer, le plus important c'est le contact permanent avec les agents, débattre, expliquer, porter nos revendications, chercher les actions les plus porteuses. Nous devons être volontaristes, il n'y a pas d'autres solutions que l'action.

### Gilles SPICHER, Doubs, Franche-Comté.

⇒ CHS<sup>9</sup>Novillars : de décembre 2013 à mai 2014, plusieurs journées de grève, envahissements des instances, barrages filtrants... ont permis de gagner sur le maintien des lits et postes menacés. La diminution des jours de RTT<sup>10</sup> prévue en raison de grandes difficultés budgétaires de l'établissement a été reportée à 2016...

⇒ CH Belfort-Montbéliard : urgences en grève depuis le 6 octobre en intersyndicale, contre la suppression de postes.

⇒ ADAPEI<sup>11</sup> 25 : lutte victorieuse après plusieurs années de bataille pour la réintégration de la représentante CGT au CHSCT<sup>12</sup>, menacée de licenciement.

Les ADAPEI du Doubs fusionnent : impulsion d'une journée de grève pour le maintien des avantages acquis.

- 8 HPST : Hôpital Patients Santé Territoires
- 9 CHS : Centre Hospitalier Spécialisé
- 10 RTT : Réduction du Temps de Travail
- 11 ADAPEI : Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés
- 12 CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail





**Evelyne MATHIEU, Hôpital de Manosque, Alpes de Haute Provence, PACA :**

Les salarié-e-s avec la CGT ont mené pendant de nombreux mois une lutte contre le gel de la note des femmes enceintes décidé par la Direction, mais également contre le refus de celle-ci d'octroyer des postes à 80 % aux agents qui en faisaient la demande. La lutte a payé !

Il est mis fin au gel de la note.

Après 6 mois de lutte, 6 vendredis de la colère, la réunion d'un CHSCT très houleux et de nombreux rendez-vous avec l'administration, la Direction est revenue sur sa décision de refuser les 80 %...

**Bruno RICQUE, Hôpital de Dieppe, Seine Maritime, Haute Normandie :**

Dernière action en date, la défense des contractuels en CDD<sup>13</sup> avec une action significative pour défendre une salariée dont on mettait fin au contrat après 20 mois de présence, le personnel du service où travaille cette salariée décide d'une action gréviste reconductible, la direction reçoit une délégation

13 CDD : Contrat à Durée Déterminée

de la CGT et propose un renouvellement de contrat de 6 mois avec un changement de service... La CGT avec les salarié-e-s restera vigilante concernant cette salariée, mais au-delà pour tous les collègues en CDD afin que chacune et chacun ait vraiment la possibilité de passer stagiaire...

**Marie-Laure CLET, Dordogne, Aquitaine :**

Lutte contre le harcèlement, faits graves voire condamnables de management au CHS : deux *burn out* ont conduit à des alertes auprès du Président du CA<sup>14</sup>, des Maires et Conseiller Général du Canton, du Préfet de l'ARS<sup>15</sup>... Table ronde avec l'ARS, boycott de réunion institutionnelle (par 90% des agents), lettre ouverte à la Ministre de la Santé, pétition de soutien, témoignages de familles permettent une rencontre avec le Préfet et l'ARS Aquitaine. Suite à cette rencontre, la cadre médico-sociale a été limogée et le directeur par intérim sera remplacé en début d'année 2015. D'ici là, sa mission sera encadrée par le Directeur Régional de l'ARS Aquitaine.

14 CA : Conseil d'Administration

15 ARS : Agence Régionale de Santé



**Mohamed DIDAOUI,**  
**ANRAS,**  
**Languedoc Roussillon**  
**et Midi-Pyrénées :**

⇒ Début août 2014, le Conseil Général 31 prend unilatéralement la décision d'arrêter les prises en charge des jeunes migrants de + de 19 ans.

Les contrats "jeune majeur" rompus, le Conseil Général 31 envisageait des «aides éducatives à domicile» et une allocation de 610 €, pendant 3 mois seulement !

La riposte et la lutte se sont organisées avec les salarié-e-s du secteur, avec la CGT pro et interpro. Des rassemblements réguliers (parfois 2 par semaine) devant le CG 31, ainsi qu'un campement devant l'administration ont rythmé ces semaines de luttes. Fin septembre, le Président du CG 31 annonçait l'abandon de ces décisions désastreuses : la lutte a payé !

⇒ **ANRAS**<sup>16</sup> : des pressions continuent de s'exercer à l'encontre du camarade DSC<sup>17</sup> CGT de cette association qui couvre 6 départements et 2 régions (Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées). Après une plainte pour propos outrageants qui lui a valu une mise en examen, ce camarade vient d'être à nouveau auditionné en Gendarmerie pour une affaire de lettre anonyme !

**Rodolphe VERGER, CH Guillaume,**  
**Ille-et-Vilaine, Bretagne :**

Plan d'économie sur l'hôpital prévoyant entre autres la suppression de 5 jours de RTT et la durée intermédiaire pour l'avancement d'échelon. De nombreuses mobilisations ont eu lieu avec blocage du Conseil de Surveillance de l'établissement pour demander la suppression du PRE<sup>18</sup>.... Le PLFSS<sup>19</sup> en discussion à l'Assemblée en ce moment et la future loi santé ne sont que des prolongements de la loi HPST. Plutôt qu'un empilement de journées de grèves les unes à côté des autres il nous faut rechercher l'union des forces pour bloquer ce Gouvernement...

**Jacques GOMES, CHIVA, Ariège,**  
**Midi-Pyrénées :**

Entre février et décembre 2013, les salarié-e-s des Urgences du Centre Hospitalier du Val d'Ariège étaient

- 16 ANRAS : Association Nationale de Recherche et d'Action Solidaire
- 17 DSC : Délégué Syndical Central
- 18 PRE : Plan de Retour à l'Equilibre
- 19 PLFSS : Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale



en grève illimitée. Cette lutte, exemplaire sur bien des points, a su fédérer les personnels, les usagers, la population et les élu-e-s autour de la CGT, pro et interpro. Après une année marquée par l'austérité imposée par ceux qui nous gouvernent, c'est une preuve que des solidarités sont possibles et que la mobilisation du « tous ensemble » paie...

Au bout de plusieurs mois, parce qu'on n'a rien lâché, parce que l'action collective a exigé et revendiqué la pérennité d'un service public sur le territoire, on a gagné !

Cette belle victoire est le fruit d'une lutte sans relâche, parfois inventive, qui s'était inscrite dans le quotidien : distributions de tracts, manifestations, rassemblements, adresses à la population sur les marchés, pétition signée massivement...

C'est grâce à cette détermination et à la solidarité que le mouvement a impulsé, qu'ont été gagnés :

- ⇒ 1 Infirmier Accueil Orientation H24, 365J aux Urgences
- ⇒ 1 Aide-Soignant H12, 365J aux Urgences
- ⇒ Le maintien des 17 postes dans les EHPAD<sup>20</sup>
- ⇒ La création de lits d'Unités de Soins de Longue Durée.

**Christine DANQUINY, Hôpitaux St Maurice,**  
**Val de Marne, IDF :**

Plusieurs luttes se sont tenues cette année 2014 dans l'établissement. Le directeur a voulu remettre en cause les bonifications d'avancement d'échelons ; après plusieurs journées de grève et un envahissement du conseil de surveillance, la lutte a payé : les salarié-e-s ont conservé leurs modalités d'avancement.

Concernant la crèche : les salarié-e-s ont fait 8 jours de grève en portant leurs revendications sur un accueil de qualité en toute sécurité, une prise en charge des bébés avec des moyens matériels adaptés, un projet pédagogique appliqué et la réintégration de l'éducatrice de jeunes enfants à son poste de faisant-fonction de directrice adjointe.

**Martine FESQUE, CH Roanne, Loire,**  
**Rhône-Alpes :**

Victoire du service transport pour l'arrêt des contrats à durée déterminée des contractuels. Lutte en cours. Annonce de l'administrateur provisoire de fermetures de lits, de services (84 suppressions de postes) et une

20 EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

grève a été organisée dès le lendemain de la journée luttés (1<sup>er</sup> octobre) avec des Assemblées Générales de luttés pour décider de la suite à donner avec les agents.

### **Philippe KERAVEC, Sarthe, Pays de la Loire :**

Syndicalisation et coordination des luttés des Etudiants en Soins Infirmiers en lien avec le syndicat CGT du CH du MANS

Il y a un an, 3 ESI<sup>21</sup> franchissaient la porte du local syndical du CH pour se syndiquer et présenter leurs revendications : tarifs réduits au self du CH, l'achat de blouses, la modernisation des locaux de l'IFSI<sup>22</sup>, l'installation de la WIFI...

Organisation d'une AG le 25 septembre 2014 : une dizaine d'étudiants sont présents. Thèmes abordés : conditions de formation, plateforme revendicative, gratifications des stages, pacte de responsabilité et ses conséquences dans les services, syndicalisation...

### **Patricia SERRANI, CHU Toulouse, Haute-Garonne, Midi-Pyrénées.**

⇒ **Catégorie active** : Dès le début de l'année 2014, au CHU de Toulouse, la lutte s'est organisée pour la reconnaissance de la catégorie active autour de la situation d'une auxiliaire de Puériculture. Elles ont été en grève le 24 juin 2014. Rencontre avec la DRH<sup>23</sup> le 25 juillet, rencontre avec l'ARS Midi-Pyrénées le 26 juillet qui n'ont pas abouti... Les personnels du CHU de Toulouse seront notamment présents lors du rassemblement devant la CNRACL<sup>24</sup> le 9 octobre à Bordeaux.

⇒ Avant même l'ouverture du nouvel Hôpital Pierre Paul Riquet, la CGT du CHU de Toulouse dénonçait les gains de productivité recherchés. « Hôpital usine », PPR est vécu par les agents, les patients et les familles d'utilisateurs comme un lieu impersonnel et dénoncent le sous-effectif, le manque de sécurité dans les soins, les logiques de productivité. Plusieurs rassemblements estivaux, les « jeudis noirs » ont permis aux agents de s'exprimer, avec la CGT.

### **Corinne CUCCHINI, Hôpital Jean Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>, IDF :**

Arrivée d'un directeur en mars 2013. Des pressions, harcèlements contre les salarié-e-s débutent en octobre 2013.

En janvier 2014, la CGT gagne les élections CHSCT. Des médecins et infirmières sont harcelé-e-s par des cadres et le signalent au CHSCT. Le CHSCT signale à l'inspecteur du travail et au médecin du travail une situation de danger grave et imminente.

Déclenchement d'une enquête sur les risques psychosociaux. Un cabinet d'experts est mis en place pour aider le CHSCT dans sa mission.

En avril 2014, une élue CHSCT sans étiquette fait un malaise dans le bureau du directeur. Ce sont les salarié-e-s qui ont appelé les pompiers. La secrétaire du CHSCT fait un signalement de ce fait auprès de la DIRECCTE<sup>25</sup> et à la Médecine du travail. Une réunion syndicale sur problèmes de harcèlements, conditions de travail est mise en place avec l'UL du 19<sup>ème</sup>, l'USD, la Fédération Santé/Action Sociale, avec la présence de l'ARS, Parti de Gauche, les Verts...

Fin mai 2014, départ du directeur.



21 Etudiants en Soins Infirmiers

22 IFSI : Institut de Formation en Soins Infirmiers

23 DRH : Direction Ressources Humaines

24 CNRACL : Caisse Nationale de Retraite des Agents de Collectivités Territoriales

25 DIRECCTE : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

## PROPOSITIONS : « extraits »

### **Olivier TERRIEN, CHU de Nantes, Loire-Atlantique, Pays de Loire :**

Propositions de luttes et d'actions :

- ⇒ Assemblées Générales
- ⇒ Plainte pour entrave du CHSCT
- ⇒ Envahissement des instances et expressions des salarié-e-s
- ⇒ Référé suspension au tribunal

La colère gronde mais la mobilisation reste très insuffisante. Décision d'étendre les formations CGT aux non syndiqué-e-s pour amener les agents à la réflexion, à se syndiquer pour pouvoir s'organiser dans la lutte.... De nombreux agents souscrivent à cette démarche, déjà une soixantaine s'y sont inscrit-e-s.



### **Gaël DELAPLACE, Maisons de retraite Hérault, Languedoc Roussillon.**

Un collectif s'est mis en place dans l'Hérault, dans une volonté de coordination des EHPAD, SSIAD<sup>1</sup>, Maisons de retraite... Ce sont près de 40 EHPAD qui construisent, avec l'UD accompagnant cette coordination départementale, une plateforme revendicative commune. Collectif qui s'est inscrit dans l'action du 25 juin « **Les maisons de retraite entrent en résistance** ».

### **Eliane AGRESTI : AP-HM, Bouches-du-Rhône, PACA :**

Propositions pour mener et gagner les luttes :

Il nous faut aussi réfléchir sur nous-mêmes. Pour mener les personnels à l'action, il faut que nous-mêmes soyons persuadés.

Il faut former nos nouveaux militants, garder les anciens...

Travailler de nouveaux moyens d'action et préparer au niveau le plus élevé la lutte interprofessionnelle qui va durer et nous permettre de changer les choses.

### **Thomas DEREGNAUCOURT, SG de l'UFMICT<sup>2</sup> :**

La Fédération doit outiller les salarié-e-s pour dénoncer, de manière la plus organisée possible, les plans d'austérité (outils juridiques, moyens luttes diversifiés...).

*Mettre en place une pédagogie pour :*

- ⇒ Redonner du sens au travail,
- ⇒ Expliquer que le service public est une chance et non un coût et que personne ne doit remettre en cause les droits syndicaux ou le droit de grève, que chaque salarié-e puisse signaler, par message à la Fédération, la lutte en cours dans son établissement...



1 SSIAD : Service de Soins Infirmiers à Domicile

2 UFMICT : Union Fédérale des Médecins, Ingénieurs, Cadres et Techniciens

3 FP : Fonction Publique



**A partir des échanges de cette journée, la CEF<sup>2</sup> va engager un travail sur :**

**☞ La construction de journées d'étude et de formations à destination des militants pour s'approprier et porter les revendications et propositions CGT.**

**☞ Une nouvelle dynamique pour notre stratégie revendicative, tant au niveau des temps forts que des modalités et des RDV revendicatifs. Un groupe de travail élargi aux militants de territoires va se mettre en place pour mettre en œuvre cette proposition.**

1 ESS : Economie Sociale et Solidaire

2 CEF : Commission Exécutive Fédérale

Les camarades qui ont participé à cette journée sont repartis en territoires avec des perspectives et une dynamique enclenchée sur la réussite des rendez-vous revendicatifs de la période (9 octobre sur CNRACL, 16 octobre sur Sécurité sociale, 13 novembre sur Etats Généraux du Travail Social, 4 décembre sur élections Fonction Publique...).

En outre, des étapes incontournables dans le processus de construction revendicative sont mises en exergue : campagne confédérale sur le coût du capital, campagne fédérale « Comment aimerions-nous travailler ? » en lien avec la campagne confédérale sur le « Bien travailler ».

## Vidéo

**☞ A visionner sur la chaîne Youtube de la Fédération Santé et Action Sociale :**

Film rencontre de lutte : <https://www.youtube.com/watch?v=CFwU87gEOVA>

